

Préface

Outre les fonctions régaliennes de l'Etat, les défis majeurs de toutes les économies quel que soit leur niveau de développement et quel soit le régime économique et politique en vigueur, sont au nombre de trois :

1) La création de l'emploi pour la population active dont le nombre dépend de la structure démographique de la population et dont la qualité dépend de l'importance de l'investissement en capital humain.

2) La création des revenus pour les différents agents économiques (Ménages, Entreprises et Etat). L'importance de ceux-ci dépend du niveau de la croissance réalisée et du système de répartition en vigueur.

3) L'offre de différents biens et services en quantités et en qualité satisfaisantes pour répondre à la demande interne et externe des agents économiques. Avec l'ouverture des économies, ces biens et services peuvent être produits localement ou importés du reste du monde. Mais les dernières crises ont montré qu'une importante dépendance de l'extérieur est fortement risquée.

La réalisation de ces objectifs dépend fortement de l'importance en volume et en productivité des investissements en capital matériel et en capital immatériel (national et étranger effectué).

En effet, l'investissement est le cœur de toutes les économies. Il est à l'origine de la création des emplois et des revenus. Autrement dit, il est à la base du développement socioéconomique des différents pays. Cependant, la motivation et l'attractivité des investisseurs nationaux et internationaux dépendent de plusieurs facteurs et avec la libéralisation et l'ouverture des économies à la recherche des meilleures conditions et rentabilité possibles, le niveau d'investissement varie d'un pays à l'autre, d'un secteur à l'autre et d'une région à l'autre.

Avec la multiplicité des crises et de l'augmentation des dépenses publiques, les déficits budgétaires, la dette publique, la pression fiscale ont atteint des niveaux records. L'Etat providence (dans tous les pays) est donc, en difficulté.

Dans ces conditions, les entreprises privées notamment, les PME peuvent être considérées comme les principaux investisseurs créateurs de la richesse et de l'emploi. Au Maroc, dans le cadre du nouveau modèle du développement, le PIB par habitant devra être multiplié par deux et l'investissement privé devra atteindre les deux tiers de l'investissement global en 2030. Pour cela, l'Etat doit jouer pleinement son rôle en tant

qu'accompagnateur et facilitateur pour les investisseurs privés et en tant que régulateur des marchés. Dans cette perspective, des stratégies sectorielles, d'importants projets d'infrastructures de base, une nouvelle charte d'investissement sont mis en place.

L'objectif c'est d'encourager et d'attirer plus d'investisseurs à s'installer dans les différentes régions du pays pour la création de l'emploi et de la richesse. Des efforts ont été réalisés, mais des contraintes et des faiblesses persistent toujours.

Le laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale (LARCEPM) et la FSJES Souissi (UM5 Rabat) accompagnés par des partenaires publics et privés ont organisés sous la coordination du Pr. KHARISS, les premières journées internationales de l'investissement et de l'emploi (Le JIE-Maroc) –le14 et le 15 février 2023 à la FSJES-Souisi- Rabat. L'objectif était de réunir des chercheurs, des professionnels et des décideurs pour discuter et approfondir la réflexion non seulement autour des facteurs déterminants de l'investissement et de l'emploi, des stratégies publiques et des opportunités offertes par le Maroc, mais surtout de discuter des contraintes et des facteurs de blocage qui persistent toujours et découragent les investisseurs et affaiblissent l'attractivité du Maroc.

Le défi majeur pour le Maroc, c'est le développement des investissements privés, créateurs de la richesse et des emplois dans toutes les régions du pays, mais dans une conjoncture marquée par plusieurs crises et déséquilibres macroéconomiques. Pour bien participer au développement de la réflexion et des débats autour des axes de recherche suivants :

- Investissement et emploi : Quelle réalité et quels défis ? ;
- Politique monétaire : entre défis de la maîtrise de l'inflation et de la relance de l'économie ;
- Politique budgétaire : Enjeux de la dépense publique et contraintes de financement;
- Politique fiscale : Quelle réforme au service de l'investissement et l'emploi ? ;
- Politique sectorielle : Quels enjeux de convergence et de la compétitivité des investisseurs ? ;
- Politique de digitalisation : Quels impacts sur l'investissement et l'emploi ?

L'un des objectifs est de procéder à la publication périodique d'un ouvrage collectif des communications retenues par le comité scientifique à l'issue de chaque édition des journées.